



**Amnesty International**

*DOCUMENT PUBLIC*

***Amnesty International  
réclame l'ouverture d'enquêtes  
au Burundi***

index AI : AFR 16/08/99

•  
ÉFAI  
•

## **Amnesty International réclame l'ouverture d'enquêtes au Burundi**

**Le Burundi ne parvient pas à sortir de l'engrenage de la violence. Depuis novembre 1998, des centaines de civils non armés ont été exécutés de façon extrajudiciaire par l'armée burundaise ; de leur côté, les groupes armés d'opposition en ont également tué un très grand nombre de manière délibérée et arbitraire. Les massacres de civils dont ce document fait état doivent faire l'objet d'enquêtes impartiales et leurs auteurs doivent être traduits en justice : il s'agit là d'une priorité.**

### **3 novembre 1998 : au moins 165 civils sont tués dans la province de Bujumbura (zone rurale)**

Le 3 novembre 1998, au moins 165 civils auraient été exécutés de façon extrajudiciaire par des soldats gouvernementaux à Rutovu et à Busenge, dans la commune de Mutambu (province de Bujumbura – zone rurale). Parmi les victimes figuraient au moins 59 enfants. Le 10 novembre 1998, le gouvernement a annoncé qu'une enquête allait être ouverte, et deux officiers ont été arrêtés. Apparemment, la commission d'enquête gouvernementale n'a pas été en mesure de remplir sa tâche, mais l'Auditeur militaire (procureur général militaire) aurait bien procédé à des investigations. Cependant, les deux officiers n'avaient toujours pas été officiellement inculpés à la date d'avril 1999, et l'on ignore toujours quelles sont les conclusions de l'enquête. Tout en saluant le fait que les autorités aient ouvert une enquête, Amnesty International appelle le gouvernement à rendre publiquement compte de l'état d'avancement de cette enquête et à traduire les responsables en justice.

**4 janvier 1999 : au moins 55 civils sont tués dans la province de Bujumbura (zone rurale)**

Le 4 janvier 1999, au moins 55 civils auraient été tués sur la colline de Kimina (commune de Mubone) par des membres de l'armée gouvernementale. Les soldats auraient regroupé les habitants de la zone – théoriquement évacuée par la population civile – et séparé les hommes des femmes et des enfants. Les hommes ont été tués et leurs corps brûlés, mais au moins deux femmes et deux fillettes figuraient aussi parmi les victimes. Les responsables gouvernementaux ont, dans l'ensemble, reconnu qu'un certain nombre d'exécutions extrajudiciaires avaient pu avoir lieu le 4 janvier sur la colline de Kimina ; il semble pourtant qu'aucune enquête judiciaire n'ait été ouverte. Dans la nuit du 11 janvier 1999, le chef de la zone, Térance Banciriminse, a été exécuté de façon extrajudiciaire par des soldats. Il avait publiquement accusé les militaires d'être les auteurs du massacre. Amnesty International demande au gouvernement d'ouvrir immédiatement une enquête sur le meurtre de 55 civils le 4 janvier 1999, ainsi que sur celui de Térance Banciriminse.

**13-14 janvier 1999 : au moins 36 civils sont tués dans la province de Makamba**

Les 13 et 14 janvier 1999, au moins 36 civils non armés ont été tués dans les communes de Mabanda et de Kibago. Les meurtriers appartiendraient aux Forces pour la défense de la démocratie (FDD), un groupe armé d'opposition. Certaines des personnes tuées étaient, semble-t-il, soupçonnées de collaborer avec le gouvernement. Au moins neuf enfants figuraient également parmi les victimes. Amnesty International demande aux FDD d'enquêter sur ce massacre, d'obliger les auteurs d'exactions à rendre des comptes, et de prendre des mesures pour empêcher que de nouvelles atteintes aux droits humains ne soient commises.

**19-20 janvier 1999 : au moins 76 civils sont tués dans la province de Makamba**

Les 19 et 20 janvier 1999, au moins 76 civils non armés auraient été tués sur les collines de Muresi et de Murango, dans la commune de Makamba (province du même nom). Ce massacre a été commis à la suite d'opérations militaires menées par les FDD dans la zone. Le gouvernement a accusé les groupes armés d'opposition d'être les auteurs de la tuerie, mais de nombreux survivants, ainsi que des sources indépendantes, en ont attribué la responsabilité à l'armée gouvernementale. Amnesty International demande aux autorités d'ouvrir immédiatement une enquête indépendante et impartiale sur cette affaire, et de déférer les responsables à la justice.

**18 février 1999 : sept civils sont tués dans la province de Bubanza**

Le 18 février, quatre femmes et trois hommes, apparemment tous des civils, ont été tués par des rebelles non loin du camp pour personnes déplacées de Nihangaza (province de Bubanza). D'après des sources locales, cette attaque aurait été le fait des Forces nationales pour la libération (FNL), bras armé du Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU), un parti d'opposition hutu. Amnesty Inter-

national demande aux FNL d'enquêter sur ces homicides, d'obliger les responsables à rendre compte de leurs actes, et de prendre des mesures pour empêcher de nouvelles atteintes aux droits humains.

**Amnesty International demande aux autorités burundaises d'enquêter sur tous les cas de massacres de civils non armés par les forces de sécurité qui sont signalés. Les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice et jugés conformément aux normes internationales relatives à l'équité des procès. L'Organisation demande également aux groupes armés d'opposition opérant au Burundi d'enquêter sur tous les cas de massacres de civils non armés imputés à leurs combattants, d'obliger les auteurs d'exactions à rendre des comptes, et de prendre des mesures pour empêcher de nouveaux abus.**

Pour toute information complémentaire concernant les atteintes aux droits humains perpétrées au Burundi, consultez les rapports suivants :

*Burundi. La justice en accusation*

(index AI : AFR 16/13/98), 30 juillet 1998

*Burundi. Atteintes aux droits humains sur fond d'insurrection et de contre-insurrection*

(index AI : AFR 16/34/98, 19 novembre 1998)

*Burundi. La justice avant tout*

(index AI : AFR 16/12/99)

ou bien prenez contact avec un bureau d'Amnesty International de votre pays.

---

*La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Amnesty International's Call for Investigations in Burundi. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI – septembre 1999.*

*Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>*

*Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :*